



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
19 novembre 2008
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-troisième session
Point 109 de l'ordre du jour
Application des résolutions de l'Organisation
des Nations Unies**

**Conseil de sécurité
Soixante-troisième session**

**Lettre datée du 17 novembre 2008, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'ex-République yougoslave de Macédoine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un aide-mémoire du Ministère des affaires étrangères de la République de Macédoine comprenant les annexes I et II concernant l'instance introduite auprès de la Cour internationale de Justice au sujet du différend relatif à l'application du paragraphe 1 de l'article 11 de l'Accord intérimaire du 13 septembre 1995.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 109 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Slobodan **Tašovski**



**Annexe à la lettre datée du 17 novembre 2008 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'ex-République yougoslave de Macédoine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Annexe I

République de Macédoine c. Grèce

**Instance introduite auprès de la Cour internationale de Justice
aux fins de la protection de l'application du paragraphe 1
de l'article 11 de l'Accord intérimaire de 1995**

En septembre 1995, la Macédoine et la Grèce signaient un accord intérimaire, à la suite duquel la Grèce levait l'embargo commercial unilatéral imposé depuis deux ans à la Macédoine. L'Accord intérimaire, qui avait été signé par les Ministres des affaires étrangères de l'époque, Stevo Crvenkovski et Karolos Papoulias (l'actuel Président de la Grèce), ainsi que par l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Cyrus Vance, avait force obligatoire pour les deux parties. Il a été enregistré par la Grèce auprès de l'ONU et a le caractère d'un traité international. Cet accord intérimaire est surtout le document clef par lequel les deux pays voisins ont mutuellement confirmé leur intégrité territoriale, établi des relations diplomatiques et normalisé leurs relations (voir le texte intégral en anglais de l'Accord intérimaire à l'adresse : <http://www.mfa.gov.mk/default.aspx?itemID=282>).

L'Accord intérimaire est également le seul cadre juridique contractuel pour poursuivre, sous les auspices du Secrétaire général de l'ONU, les négociations sur le différend portant sur le nom, conformément aux résolutions 845 (1993) et 817 (1993) du Conseil de sécurité. L'Accord intérimaire est un traité international qui est toujours en vigueur, aucune des deux parties ne l'ayant dénoncé. En outre, les deux parties sont convenues que toute divergence ou tout différend concernant l'application de l'Accord intérimaire serait portés par l'une ou l'autre des deux parties devant la Cour internationale de Justice, à l'exception du différend portant sur le nom (art. 21 de l'Accord intérimaire).

Un des objectifs de l'Accord intérimaire est de faciliter la création sans entrave de la République de Macédoine en tant qu'État indépendant et souverain dans tous les domaines des relations internationales. À cet égard, l'Accord dispose implicitement en son article 11 que la Grèce ne s'opposera pas à la demande d'admission de la République de Macédoine dans des organisations et institutions internationales, multilatérales et régionales si celle-ci est effectuée conformément à la résolution 817 (1993) du Conseil de sécurité dans laquelle cet État est provisoirement désigné sous le nom de « l'ex-République yougoslave de Macédoine ». C'est sur la base de cette disposition que la Macédoine est devenue membre de l'OSCE en octobre 1995, du Conseil de l'Europe en novembre 1995 et de l'Organisation mondiale du commerce en avril 2003, ainsi que d'autres organisations internationales.

Malheureusement, la Grèce a violé de manière flagrante l'Accord intérimaire en maintenant son veto à l'entrée de la République de Macédoine dans l'OTAN, lors du Sommet de l'Alliance qui s'est tenu à Bucarest en avril 2008. En cas de poursuite

des violations des obligations imposées par l'Accord intérimaire, la Macédoine serait menacée d'insécurité juridique et ses aspirations à approfondir ses relations internationales seraient gravement contrariées ou totalement bloquées par la Grèce. En outre, ce procédé mis en œuvre par la Grèce pourrait conduire de fait à une invalidation de l'Accord intérimaire, ce qui nuirait aux intérêts des deux parties.

En conséquence, l'instance introduite auprès de la Cour internationale de Justice a pour seul objectif de protéger l'Accord intérimaire de toute nouvelle violation, sachant qu'il s'agit d'un accord clef d'une importance fondamentale pour l'établissement de relations normales entre la Macédoine et la Grèce. La Macédoine est pour sa part fermement convaincue que le respect et l'application constante de l'Accord intérimaire bénéficient aux deux parties et qu'il faut honorer les engagements pris dans la lettre et dans l'esprit. En outre, dans l'instance introduite, la Cour internationale de Justice a été priée d'ordonner à la Grèce d'arrêter de s'opposer par tous les moyens à l'adhésion de la Macédoine à l'OTAN et/ou à des organisations et institutions internationales, multilatérales et régionales si dans les demandes d'adhésion, la Macédoine est provisoirement désignée sous le nom de « l'ex-République yougoslave de Macédoine », conformément à la résolution 817 (1993) du Conseil de sécurité.

La conduite normale et équitable des négociations sur le différend avec la Grèce concernant le nom constitutionnel de la Macédoine est conditionnée dans une large mesure par le respect et l'application de l'Accord intérimaire. Aussi, la protection et le respect constant de l'Accord constituent pour les deux parties un motif supplémentaire de parvenir à une solution de compromis sur le nom, et à un règlement final qui apporterait une solution durable aux questions concernant les relations de bon voisinage couvertes par l'Accord. Dans l'instance qu'elle a introduite auprès de la Cour internationale de Justice, la Macédoine a souligné que celle-ci ne portait pas sur le différend concernant la question du nom et que conformément à l'article 5 de l'Accord intérimaire, elle demeurerait attachée au processus de négociation avec la Grèce, dans le cadre de la médiation conduite par l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU.

Au titre de cette instance et conformément au statut de la Cour internationale de Justice, le Ministre des affaires étrangères Antonio Milososki a été désigné agent de la République de Macédoine auprès de la Cour.

L'instance introduite par la République de Macédoine n'est pas une demande d'avis consultatif de la Cour. Il s'agit de clore ce dossier par un arrêt définitif de la Cour, qui est l'instance judiciaire suprême de l'ONU et qui a la compétence exclusive en ce qui concerne l'Accord intérimaire de 1995. Contrairement aux avis consultatifs, qui revêtent un caractère consultatif, les arrêts de la Cour sont définitifs et juridiquement contraignants pour les parties en cause et c'est le Conseil de sécurité de l'ONU qui en garantit l'application.

Selon l'évaluation de la pratique de la Cour, la procédure devant aboutir à l'arrêt devrait durer de trois à cinq ans. Pour les besoins de l'instance, la Macédoine a engagé un groupe d'experts étrangers du droit international qui ont une connaissance étendue des procédures en vigueur à la Cour.

Elle a également désigné le professeur croate de droit international Budislav Vukas comme juge ad hoc siégeant dans cette affaire.

Annexe II

L'Accord intérimaire conclu entre la République de Macédoine et la Grèce en date du 13 septembre 1995 et entré en vigueur le 13 octobre 1995, est l'unique cadre juridique régissant les relations bilatérales entre les deux pays dans les divers domaines de la coopération bilatérale. Aux termes de cet accord, la Grèce a reconnu l'indépendance et la souveraineté de la République de Macédoine dans ses frontières internationalement reconnues et des relations diplomatiques ont été établies au niveau convenu, ce qui a permis de normaliser les relations entre les deux pays voisins.

L'Accord intérimaire constitue notamment le seul cadre juridique contractuel (accepté par les deux parties) pour poursuivre les négociations entre les deux pays sous les auspices du Secrétaire général de l'ONU, conformément à la résolution 845 (1993) du Conseil de sécurité, afin d'arriver à un accord sur le différend visé au paragraphe 2 de la résolution 817 (1993) du Conseil de sécurité.

Compte tenu de l'esprit de l'Accord intérimaire, dont l'objectif est, entre autres, de faciliter la création sans entrave de la République de Macédoine en tant qu'État indépendant et souverain dans tous les domaines des relations internationales, l'Accord, dans son article 11, fait explicitement obligation à la Grèce « lorsque l'Accord sera entré en vigueur [...] de ne [pas s'opposer] à la demande d'admission de la Seconde Partie dans des organisations et institutions internationales, multilatérales ou régionales dont la Première Partie est membre [...] Toutefois, la Première Partie se réserve le droit d'élever des objections à une telle demande ou à une telle participation si la Seconde Partie doit être dotée dans ces organisations ou institutions d'une appellation différente que celle prévue au paragraphe 2 de la résolution 817 (1993) du Conseil de sécurité des Nations Unies. » Il s'agit d'une des dispositions clefs de l'Accord intérimaire dont le respect conditionne la poursuite normale et équitable, sous les auspices du Secrétaire général de l'ONU, des négociations sur le différend relatif au nom de la République de Macédoine.

Dans le cadre de l'invitation de la République de Macédoine à adhérer à l'OTAN, cette disposition a été respectée, le processus d'adhésion à l'OTAN devant se dérouler conformément au paragraphe 2 de la résolution 817 (1993) du Conseil de sécurité.

Cependant, au cours de la période précédant le Sommet de l'OTAN et durant celui-ci, la Grèce, par l'intermédiaire de ses représentants et en violation de l'obligation qui lui a été prescrite par l'article 11 de l'Accord intérimaire, s'est opposée à ce que la République de Macédoine devienne membre à part entière de l'OTAN. Le veto grec a de fait empêché l'adhésion de la République de Macédoine à l'OTAN. Ce faisant, la Grèce a violé de façon directe et flagrante l'obligation qui lui était prescrite par l'article 11 de l'Accord intérimaire.

En cas de poursuite des violations des obligations imposées par l'Accord intérimaire, la Macédoine serait menacée d'insécurité juridique et ses aspirations à approfondir ses relations internationales, d'abord dans les structures européennes et euro-atlantiques, seraient gravement contrariées ou totalement bloquées par la Grèce. En outre, ce procédé mis en œuvre par la Grèce pourrait conduire de fait à une invalidation de l'Accord intérimaire, ce qui nuirait aux intérêts des deux parties.

En conséquence et conformément au paragraphe 1 de l'article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice et au paragraphe 2 de l'article 21 de l'Accord intérimaire, qui disposent que l'une ou l'autre des Parties peut saisir la Cour internationale de Justice de toute divergence ou tout différend qui s'élèvent entre elles en ce qui concerne l'interprétation ou l'exécution de l'Accord intérimaire, la République de Macédoine a introduit une instance auprès de la Cour en vue de régler ce différend relatif à l'application du paragraphe 1 de l'article 11 de l'Accord intérimaire.

Dans l'introduction de cette instance, la République de Macédoine a demandé à la Cour de dire et juger que la Grèce, par le truchement de ses organes et agents d'État, a violé les obligations qui lui incombent en vertu du paragraphe 1 de l'article 11 de l'Accord intérimaire, et l'a également prié d'ordonner à la Grèce de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de l'article précité de l'Accord intérimaire. Elle a également demandé à la Cour d'ordonner à la Grèce de cesser de s'opposer, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, à l'adhésion de la République de Macédoine à l'OTAN et/ou à des organisations et institutions internationales, multilatérales ou régionales dans la mesure où le processus d'adhésion s'effectue conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la résolution 817 (1993) du Conseil de sécurité.

Conformément au paragraphe 1 de l'article 42 des Statuts et au paragraphe 2 de l'article 40 du Règlement de la Cour internationale de Justice, le Ministre des affaires étrangères Antonio Milososki a été désigné comme agent de la République de Macédoine auprès de la Cour au titre de cette affaire.

La République de Macédoine a aussi désigné le professeur croate de droit international Budislav Vukas comme juge ad hoc siégeant dans cette affaire.

L'introduction de cette instance auprès de la Cour internationale de Justice ne doit pas être interprétée, ni politiquement ni juridiquement, comme une suspension ou un arrêt de l'application de l'Accord intérimaire. Elle ne signifie pas non plus que la République de Macédoine se libère de l'obligation de poursuivre les négociations conformément à l'article 5 de l'Accord intérimaire. Elle vise au contraire à souligner l'importance du respect permanent et de l'application intégrale de l'Accord intérimaire, afin de renforcer la confiance mutuelle entre les parties et de parvenir à une normalisation totale des relations bilatérales entre les deux pays à travers un règlement final.

L'introduction de l'instance ne porte pas sur le différend entre les deux Parties concernant le nom de la République de Macédoine, sachant que le paragraphe 2 de l'article 21 de l'Accord intérimaire dispose que cette question échappe à la juridiction de la Cour internationale de Justice. Elle ne constitue pas non plus une demande d'avis consultatif de la Cour sur le différend portant sur le nom de la République de Macédoine.

Elle ne saurait être assimilée à des procédures consultatives portées devant la Cour telles que par exemple la légalité de l'indépendance proclamée unilatéralement par le Kosovo, dont la Cour a récemment été saisie à la suite de l'adoption d'une résolution par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

Selon la pratique établie à la Cour, la procédure devant aboutir à l'arrêt devrait durer plusieurs années. Les arrêts de la Cour sont juridiquement contraignants pour

les Parties en cause et c'est le Conseil de sécurité de l'ONU qui en garantit l'application. Compte tenu de l'autorité dont jouit la Cour internationale de Justice, les arrêts qu'elle prononce retiennent sur la renommée des États dans le contexte des relations internationales. À ce titre, l'introduction par la République de Macédoine de l'instance auprès de la Cour internationale de Justice devrait avoir un effet positif sur l'action menée par les deux Parties pour appliquer l'Accord intérimaire et ne devrait pas entraver le cours normal des négociations menées sous les auspices du Secrétaire général de l'ONU.

Dans l'instance introduite auprès de la Cour internationale de Justice, la République de Macédoine sera représentée par une équipe de juristes internationaux renommés jouissant d'une expérience considérable des procédures en vigueur à la Cour, d'experts du Ministère des affaires étrangères et de juristes nationaux spécialisés en droit international.
